

# LA LETTRE DE TAIWAN

## Avril 2026

Une publication du Service économique de Taipei

⇒ Pour vous abonner (ou désabonner) aux brèves mensuelles du Service économique de Taipei : [taipei@dgtresor.gouv.fr](mailto:taipei@dgtresor.gouv.fr)

### Sommaire :

#### Relations bilatérales

- Relations bilatérales : le ministre taiwanais de l'Économie KUNG Ming-hsin s'est rendu en France pour le dialogue économique 2026
- Assurance : Cardif ARD se retire du marché taiwanais après 25 ans d'implantation
- Agriculture : les exportations françaises de viandes de porc vers Taïwan enregistrent une hausse de 51 % en 2025

#### Macroéconomie et finances

- Balance des paiements : en 2025, le compte courant enregistre un excédent record en raison du fort développement mondial de l'IA
- Marché boursier : le cours du TAIEX regagne du terrain après une baisse de 9 % en réaction au déclenchement de la guerre en Iran
- Mesures tarifaires : Taïwan est visé par une nouvelle enquête tarifaire américaine aux côtés de 15 autres économies

#### Industrie et numérique

- Semi-conducteurs : le gouvernement taiwanais autorise TSMC à produire des puces pour l'IA de technologie 3nm au Japon

#### Energie et environnement

- Energie : le ministère des Affaires économiques écarte tout risque de rupture d'approvisionnement en carburant sur le mois de mars suite à la crise au Proche et Moyen-Orient
- Conflit au Moyen-Orient : le gouvernement taiwanais détaille son mécanisme de stabilisation des prix et prépare activement la diversification de ses approvisionnements en énergie
- Conflit au Moyen-Orient : les autorités envisagent le futur recours au nucléaire dans un contexte de tension des approvisionnements énergétiques
- Energie : le gouvernement décide du gel des prix de l'électricité, de la hausse du prix du gaz de 5% pour l'industrie et 42 % pour les producteurs d'électricité
- Guerre au Moyen-Orient : Taïwan cherche à stabiliser l'approvisionnement des matières premières destinées aux secteurs des semiconducteurs et de la pétrochimie

## Relations bilatérales

### Relations bilatérales : le ministre taiwanais de l'Économie KUNG Ming-hsin s'est rendu en France pour le dialogue économique 2026

Une délégation amenée par le ministère taiwanais de l'Économie s'est rendue en France du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril pour participer au [dialogue économique France-Taiwan 2026](#). Les deux parties ont renforcé leur partenariat dans des secteurs clés (semi-conducteurs, spatial, énergie, IA), avec le lancement de projets communs et des échanges visant à favoriser les investissements croisés. Le ministre s'est notamment rendu à la Banque publique d'investissement (BPI) pour la présentation des résultats de l'appel à projets de R&D en matière de technologies entre la France et Taïwan, qui a fait émerger 6 projets lauréats entre des entreprises françaises et taiwanaises. Les [9 thèmes de coopération prioritaires pour la](#) prochaine édition de cet appel à projet sont les drones, les semi-conducteurs, la robotique, l'espace et les satellites en orbite basse, les industries des télécommunications, les biotechnologies et la pharmaceutique, les start-up technologiques, l'économie circulaire ainsi que l'éolien offshore. Enfin, il s'est rendu au [siège de l'entreprise Eutelsat](#) pour échanger sur les coopérations spatiales.

### Assurance : Cardif ARD se retire du marché taiwanais après 25 ans d'implantation

Le régulateur financier de Taïwan (FSC) a récemment confirmé que [l'assureur français Cardif Assurance Risques Divers avait déposé fin février 2026, une demande de cessation d'activité sur le marché taiwanais](#). D'après la FSC, cette décision de l'entreprise française serait liée à une moindre rentabilité des investissements de cette activité et à sa faible part de marché, malgré des investissements consentis à hauteur de 483 MTWD (13 MEUR) ces trois dernières années. La FSC a précisé que le départ effectif du marché prendrait plusieurs années en raison des garanties en cours des produits d'assurance déjà vendus.

### Agriculture : les exportations françaises de viandes de porc vers Taïwan enregistrent une hausse de 51 % en 2025

D'après les derniers chiffres des douanes françaises, nos exportations vers Taïwan de produits des industries agroalimentaires (IAA) ont diminué de -2,4 % en 2025 pour atteindre 315 MEUR. Cela s'explique essentiellement par la baisse des vins (-16 %) et spiritueux (-18 %), ces deux produits représentant environ 34 % du total de nos ventes agroalimentaires sur le marché taiwanais. La France, avec une part de marché de 16 %, reste le deuxième fournisseur des produits d'alcool pour l'île, derrière le Royaume-Uni (38 %). Parmi les autres produits les plus demandés, les « produits laitiers et fromages » représentent une valeur de 54 MEUR, diminuant de -3 % par rapport à 2024, alors que les « viandes de boucherie et produits d'abattage » (32 MEUR) enregistrent une progression importante de +51 % en glissement annuel, Taïwan ayant augmenté ses achats de viandes porcines auprès des pays fournisseurs suite à la détection d'un cas de peste porcine africaine (PPA) en octobre 2025 (81 MUSD au cours des deux derniers mois 2025, contre 50 MUSD pendant la même période précédente). La France est le 5<sup>ème</sup> fournisseur du secteur pour l'île, soit 8 % de part de marché, derrière le Canada (34 %), l'Espagne (23 %), le Danemark (17 %) et le Paraguay (11 %). En raison de la faiblesse des importations françaises de produits agroalimentaires taiwanais (19 MEUR; -17 % en g.a.), le secteur maintient un solde excédentaire (296 MEUR).

## Macroéconomie et finances

### Balance des paiements : en 2025, le compte courant enregistre un excédent record en raison du fort développement mondial de l'IA

D'après la dernière [publication de la Banque centrale de Taïwan \(CBC\) sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi en 2025 à 181 Mds USD, soit 20% du PIB, progressant de +61 % par rapport à l'année précédente. Le commerce de biens demeure le principal contributeur, avec un surplus de 176 Mds USD (+77 % en glissement annuel), tiré par la demande forte continue des équipements dédiés au développement de l'IA, les exportations de produits informatiques et de télécommunication ayant progressé de 90 % en g.a. au cours de l'année 2025 selon les douanes taïwanaises. Quant au commerce de services, il enregistre pour une troisième année consécutive un déficit de -14 Mds USD en 2025 (contre -12 Mds USD un an auparavant), essentiellement entraîné par les dépenses de voyage des Taïwanais à l'étranger (23 Mds USD), augmentant de +13 % par rapport à 2024. Selon le ministère du transport taïwanais, le nombre des voyageurs taïwanais à l'étranger s'élève à près de 19 M en 2025, contre 8,6 M de touristes étrangers sur l'île. Le compte financier enregistre des sorties nettes de 157 Mds USD en 2025 (contre 93 Mds USD il y a un an), avec notamment un montant d'investissements directs taïwanais à l'étranger atteignant un record (45 Mds USD, en hausse d'un peu plus de 40 %) avec les projets d'implantation des entreprises TIC dont TSMC (montant de capex de 41 Mds USD en 2025 et plus de 50 Mds USD estimé pour 2026). Le solde de la balance des paiements est équivalent à l'augmentation des avoirs de réserve (+20 Mds USD, contre 11 Mds USD en 2024).

## **Marché boursier : le cours du TAIEX regagne du terrain après une baisse de 9 % en réaction au déclenchement de la guerre en Iran**

[L'indice boursier taïwanais de référence TAIEX](#) a enregistré plusieurs journées de recul depuis le 26 février, culminant à -9 % le 9 mars. D'après les statistiques du Taiwan Stock Exchange (TWSE), les ventes nettes des actions locales par des investisseurs étrangers se sont établies à près de 450 Mds TWD (12 Mds EUR) pendant cette période, dont 121 Mds TWD en une journée au cours de la session du 9 mars. Parmi les sociétés cotées, la valeur de TSMC – représentant à elle-seule 40 % de la capitalisation boursière – a chuté de -9 % à 1 810 TWD le 9 mars par rapport à fin février. Le TAIEX a ensuite regagné du terrain malgré une volatilité importante, et affiche un indice en baisse de -5 % par rapport à la date de début du conflit iranien. De son côté, le [régulateur financier de Taïwan \(FSC\)](#) a indiqué que le marché boursier taïwanais demeurait en ligne avec les tendances observées au Japon et en Corée du Sud.

## **Mesures tarifaires : Taïwan est visé par une nouvelle enquête tarifaire américaine aux côtés de 15 autres économies**

Washington a déclaré le 11 mars ouvrir une enquête au titre de la section 301 du *Trade Act* de 1974 visant à identifier et répondre aux pratiques d'un partenaire commercial qui seraient jugées [« déraisonnables, discriminatoires et qui entravent ou restreignent le commerce américain »](#). Cette décision fait suite à l'annonce par Washington de nouveaux droits de douanes temporaires de 10% pour l'ensemble de ses partenaires commerciaux en réaction [au verdict d'inconstitutionnalité](#) des tarifs « préférentiels » rendus par la Cour suprême fin février dernier. Parmi les 16 économies visées par cette enquête [figure Taïwan ainsi que](#) la Chine, l'Union européenne, Singapour, la Corée du Sud ou encore le Japon. Le secteur de l'électronique taïwanais est particulièrement ciblé dans le cadre de l'enquête 301 comme le souligne [le communiqué du Bureau du représentant au commerce](#).

En réaction, le premier ministre CHO Jung-tai a déclaré que Taïwan se trouve dans une position relativement avantageuse en raison de conditions favorables définies dans l'accord commercial US-Taïwan. La porte-parole du gouvernement Michelle LEE [a quant à elle affirmé que l'enquête ne devrait pas avoir d'incidence négative sur les conditions obtenues dans le cadre de l'accord commercial](#), rappelant que celles-ci ont été accordées en échange d'un meilleur accès au marché taïwanais pour les voitures, le porc et le bœuf américains. Néanmoins, d'après le représentant au commerce américain Chris Greer, en fonction du résultat de l'enquête, Washington pourrait imposer de nouvelles mesures tarifaires en dépit d'accords commerciaux préalablement signés.

Washington tiendra des audiences [à partir du 5 mai en vue de conclure l'enquête avant l'expiration des nouveaux droits de douanes le 1<sup>er</sup> juillet](#). En amont, le représentant américain au commerce [consultera les gouvernements des économies visées par l'enquête 301](#).

Pour rappel, Taïwan et les Etats-Unis sont parvenus à la signature d'un accord commercial fin janvier qui plafonne à un maximum de 15% les droits de douane sur les exportations taïwanaises à destination des Etats-Unis tout en exonérant les produits TIC qui représentent 76% du total. L'accord commercial, qui doit être soumis au vote du Parlement taïwanais, n'a toujours pas été examiné à ce jour.

## Industrie et numérique

### Semi-conducteurs : le gouvernement taïwanais autorise TSMC à produire des puces pour l'IA de technologie 3nm au Japon

Le leader taïwanais de la fonderie TSMC a obtenu [ce mardi](#) l'autorisation du gouvernement pour produire des semi-conducteurs 3nm dans sa seconde fab de Kumamoto alors que dans un premier temps celle-ci était prévue [pour une production allant de 12nm à un maximum de 6nm](#). Cette autorisation s'inscrit dans le cadre du lancement fin décembre dernier de la production de masse de puces 2nm à Taïwan, permettant au fondeur de commencer à produire des générations moins avancées telles que le 3nm dans ses fabs à l'étranger. La loi taïwanaise interdit en effet aux fabricants de puces nationaux de produire à l'étranger des puces utilisant des technologies de pointe avant le début de la production en série du même procédé à Taïwan.

Par ailleurs, suite à un examen du *Committee of Investment Review* piloté par le Département d'examen des investissements (DIR) affilié au ministère de l'Économie (MOEA), le fondeur [a été autorisé à augmenter le montant de son investissement](#) dans sa seconde fab de Kumamoto. Avec un montant initial prévu à 12,2 Mds USD, l'enveloppe d'investissement a été revue à la hausse à hauteur de 17 Mds USD. Le fondeur projette ainsi une capacité mensuelle de 15 000 wafers de 12 pouces. TSMC justifie cette accélération par la forte demande en puces avancées portée par le développement de l'intelligence artificielle.

Néanmoins, la seconde fab japonaise de TSMC demeure à ce jour en phase de construction avec un début de production prévu pour 2028.

## Energie et environnement

### Energie : le ministère des Affaires économiques écarte tout risque de rupture d'approvisionnement en carburant sur le mois de mars suite à la crise au Proche et Moyen-Orient

En réponse aux inquiétudes du Parlement taïwanais sur la stabilité de l'approvisionnement en gaz, suite notamment à la décision de [QatarEnergy](#) d'arrêter la production de GNL et de produits associés, le [ministère des Affaires économiques \(MOEA\)](#) a écarté tout risque sur le mois de mars, mais a annoncé [un plan en trois étapes](#) pour faire face à d'éventuels impacts en cas d'escalade : (i) anticiper sur les approvisionnements en gaz depuis l'Australie et les Etats-Unis (dont la part passerait de 10 % actuellement à 15-20 % en 2029, grâce notamment au dernier contrat signé auprès du groupe Cheniere Energy sur 25 ans) ; (ii) négocier une assistance mutuelle auprès des pays acheteurs de LNG en Asie comme le Japon et la Corée du Sud ; (iii) procéder à des achats sur le marché spot. Le MOEA a également chargé Taipower de préparer des installations de production électriques de secours, afin de garantir la stabilité du réseau. [Le gouvernement a également](#)

[annoncé](#) le 4 mars le maintien du mécanisme de plafonnement des prix du carburant ainsi que le prolongement à fin septembre de mesures d'aménagement en matière de taxes notamment sur les importations de matières premières agricoles et alimentaires, l'objectif étant de maintenir l'inflation en dessous des 2%. Pour mémoire, Taïwan importe du Moyen-Orient 69 % de son pétrole brut (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Oman et Qatar) et 34 % de son gaz (Qatar). L'état des réserves stratégiques sont de 11 jours pour le gaz et 160 pour le pétrole.

## **Conflit au Moyen-Orient : le gouvernement taïwanais détaille son mécanisme de stabilisation des prix et prépare activement la diversification de ses approvisionnements en énergie**

Le Premier ministre a annoncé en début de semaine la mise en place d'un [mécanisme d'amortissement de la hausse des prix du pétrole](#) afin de contenir le risque d'inflation. Plusieurs mesures prioritaires ont été annoncées pour assurer le maintien des prix :

- Le ministère de l'Économie activera un mécanisme spécial de stabilisation des prix pour les carburants (essence et diesel), en parallèle avec le mécanisme de limitation progressive des hausses. Pendant cette période, le mécanisme spécial absorbera au moins 60 % de la hausse des prix, afin de réduire l'impact des fluctuations internationales sur la vie quotidienne.
- L'ampleur de la réduction de la taxe sur les carburants sera augmentée à 50 %, la réduction passant pour l'essence et le diesel de 2 et 1,5 TWD par litre à respectivement 3,415 TWD et 1,995 TWD.
- Le ministère de l'Agriculture devra garantir un approvisionnement suffisant en engrais dans le pays, surveiller de près l'impact potentiel des fluctuations des coûts du transport maritime sur les prix finaux des engrais et poursuivre les subventions pour les carburants destinés à l'agriculture et à la pêche.

Lors de la dernière réunion du Comité central du DPP mercredi 11 mars, [la vice-Première ministre](#) Cheng Li-chun a expliqué que les mesures prises avait permis de contenir la hausse du prix du carburant à 1,5 TWD (0,04 EUR) au lieu de 5,4 TWD (0,146 EUR). La planification des importations de gaz naturel sur les mois de mars et avril avait été finalisée (22 méthaniers [selon le MOEA](#)), et était toujours en cours pour le mois de mai. Elle a confirmé également le projet d'augmenter l'approvisionnement en provenance des Etats-Unis et de l'Australie (10 et 34 % des importations de gaz de l'île en 2025). Enfin le 12 mars, lors de la [conférence de presse](#) tenue par le Yuan exécutif, [le ministère de l'économie](#) a indiqué que les réserves énergétiques dépassaient le seuil légal, avec au moins 90 jours de pétrole, 11 jours de gaz naturel et 30 jours de charbon. En cas de blocus prolongé par l'Iran, la compagnie publique CPC avait été mandaté pour prévoir le déploiement d'urgence et [l'acquisition de méthaniers supplémentaires](#).

[Interrogé au parlement](#) sur l'opportunité d'utiliser l'énergie nucléaire en cas de blocus dans le détroit de Taïwan, le ministre de l'Économie KUNG Ming-hsing a rappelé que Taipower devrait soumettre avant la fin du mois de mars son plan de remise en service de la centrale nucléaire de Maanshan pour une remise en opération en 2028. Néanmoins en fonction de l'état des équipements de la centrale, il n'a pas exclu que le calendrier puisse être raccourci.

## **Conflit au Moyen-Orient : les autorités envisagent le futur recours au nucléaire dans un contexte de tension des approvisionnements énergétiques**

Le président William LAI s'est exprimé samedi 21 mars sur [l'approvisionnement énergétique](#) de Taïwan et plus précisément sur l'engagement du gouvernement en faveur d'un mix électrique diversifié, incluant l'énergie nucléaire, quand bien même la stabilité de la fourniture en électricité était assurée jusqu'en 2032.

Pour mémoire, Taïwan est sorti officiellement du nucléaire en mai 2025, avec l'arrêt de la dernière centrale en opération après 40 ans de service.

Cette nouvelle réorientation faisait écho à la fois à l'adoption en mai 2025 par le parlement d'un amendement au [Nuclear Reactor Facilities Regulation Act](#) (autorisant l'extension du cycle des centrales, après quarante ans de service, à vingt années supplémentaires maximum), et répondait aux besoins induits par le rythme soutenu de la croissance économique (demande croissante d'électricité - notamment bas-carbone - dopée par le développement de l'intelligence artificielle). Taipower s'apprêtait à soumettre à la Commission de sûreté nucléaire (NSC) avant la fin mars, [un plan de redémarrage](#), dont l'examen prendrait en compte notamment, la sûreté des réacteurs, la gestion des déchets nucléaires, et le consensus social.

[Le ministre de l'Economie KUNG Ming-hsin](#) qui répondait aux questions de la commission des affaires économiques du Yuan législatif le 25 mars, a précisé que Taipower avait déjà démarré ses propres inspections de sûreté, et confirmé la remise imminente du plan de redémarrage à la NSC. Néanmoins si la phase d'inspection pouvait durer 1 an et demi à deux ans, on ne pouvait préjuger du délai nécessaire à la NSC pour rendre son avis.

En termes de calendrier s'agissant des approvisionnements en gaz (48 % du mix électrique taiwanais), le Ministre a indiqué qu'avec plus de 12 jours de réserves (au-dessus du minimum légal), la fourniture était sécurisée jusqu'au mois de mai et pour moitié sur le mois de juin. Le président de la [NSC](#) CHEN Min-jen avait indiqué pour sa part, le 18 mars dernier, qu'un réacteur nucléaire pouvait être redémarré en cas d'urgence uniquement sur décret présidentiel, sur une durée limitée de deux ou trois mois, et nécessitait un examen préalable de la NSC.

Le Ministre de l'économie a également spécifié, à propos de la gestion des déchets nucléaires, que Taïwan priorisait l'entreposage à sec intermédiaire, et avait depuis avril 2025 mis en place un « bureau dédié à la gestion des déchets radioactifs » en charge de la planification du stockage définitif.

## **Energie : le gouvernement décide du gel des prix de l'électricité, de la hausse du prix du gaz de 5% pour l'industrie et 42 % pour les producteurs d'électricité**

Le ministère des Affaires économiques a réuni le 27 mars dernier [le comité d'experts](#) chargé de statuer deux fois par an sur le prix de l'électricité. Compte tenu de la situation au Moyen-Orient, et des fluctuations du prix du pétrole, il a été décidé à ce stade de [maintenir le prix](#) moyen fixé en septembre dernier à [3,78 TWD/kWh](#) (0,10 EUR), Taipower pouvant supporter la charge sur le court terme.

Pour sa part, CPC a annoncé le 31 mars que le prix du LNG avait [atteint son plus haut niveau depuis trois ans](#) sur le marché SPOT, entraînant une hausse des coûts considérable. Afin de répondre à la politique du gouvernement en faveur du maintien des prix, les ménages, les commerces et le secteur des services ne seraient pas impactés au mois d'avril, seuls l'industrie et les producteurs d'électricité (TPC, producteurs indépendants) connaîtraient une hausse respective de 5 et 42 %.

S'agissant de la [hausse du prix du carburant](#), CPC a rappelé fin mars avoir absorbé depuis le début du conflit au total [près de 7 Mds TWD](#) (environ 190 M EUR). Lors du dernier ajustement hebdomadaire, la hausse effective du prix de l'essence a été limitée à 1,7 TWD le litre (0,04 EUR) pour atteindre entre 32 et 36 TWD (0,86 à 0,97 EUR).

## **Guerre au Moyen-Orient : Taïwan cherche à stabiliser l'approvisionnement des matières premières destinées aux secteurs des semi-conducteurs et de la pétrochimie**

En réponse aux interrogations des médias locaux s'agissant de la pénurie d'hélium (87 % de ses importations depuis le Qatar), induite par le blocus du détroit d'Ormuz, sur l'industrie des semi-conducteurs, le ministère des affaires économiques (MOEA) a expliqué que ses principaux fournisseurs (Linde LienHwa, Air Products San Fu et Air Liquide Far Eastern) procédaient à une diversification de leurs achats, [notamment auprès des Etats-](#)

[Unis et de l'Australie](#), et que les grandes fonderies disposaient déjà d'un système de recyclage permettant de renforcer la résilience de leur approvisionnement.

En ce qui concerne l'approvisionnement des matières premières nécessaires à la production pétrochimique, les consommateurs et les commerçants, notamment ceux du secteur alimentaire, ont signalé ces derniers jours une hausse des prix sur les produits finis (sacs en plastique notamment) voire une pénurie sur certains articles. Afin de stabiliser l'offre de matières premières (essentiellement l'éthylène) pour la fabrication des produits plastiques, le MOEA a demandé à CPC et Formosa Plastics, les deux principaux acteurs du secteur, de privilégier la demande domestique. CPC a également annoncé le 31 mars dernier, [le redémarrage d'un de ses vapocraqueurs à Kaohsiung](#) et estime que la production totale d'éthylène pourrait ainsi augmenter de 30 % pour atteindre près de 80 000 tonnes par mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Antoine Aubel, Chef du service économique de Taipei

Rédaction : Service économique de Taipei